

TOUT CE QUE  
VOUS VOULEZ  
SAVOIR À PROPOS  
DES VOYAGEURS-  
CHÔMEURS ET  
QUE VOUS N'AVEZ  
JAMAIS OSÉ  
DEMANDER...

dans notre  
dossier central  
en pages 4 et 5

DOUANES  
ZOLL

## Douanes Canada

1. Avez-vous quelque chose à déclarer? Si, oui ou non, il faut tout nous dire, on veut tout savoir (Passez à la question suivante).....  
.....
2. Combien de temps avez-vous séjourné à l'extérieur du Canada? 1 minute, 1 mois, 1 siècle?  
.....
3. Rapportez-vous des souvenirs, du sable, des maladies ou autres?.....  
.....
4. Êtes-vous actuellement en chômage, en sabbatique, enceinte, en deuil ou autres? .....  
.....

Chacune de ces réponses pourrait être utilisée contre vous! Merci d'avoir pris le temps de remplir vos devoirs de citoyen, grâce à vous le Canada n'arrêtera pas de prospérer!

- LA SOCIAL-DÉMOCRATIE À LA SAUCE PÉQUISTE
- LE PROJET GROSSE BALLOUNE: EXPORTATION D'EAU PAR BATEAU
- LE SALAIRE PLUS QUE MINIMUM
- DES NOUVELLES EN BREF
- DU NÉOLIBÉRALISME ET DE LA JUSTICE SOCIALE
- LE COIN DU MAC

DANS CE NUMÉRO

## LA SOCIAL-DÉMOCRATIE À LA SAUCE PÉQUISTE

**D**EPUIS UN CERTAIN TEMPS NOUS ASSISTONS À UNE MYSTIFICATION. LE DISCOURS POLITIQUE QUÉBÉCOIS EST AHURISSANT. LE NORD DEVIENT LE SUD, LE BLANC DEVIENT LE NOIR, LES CONSERVATEURS DEVIENNENT SOCIAUX-DÉMOCRATES... ON NE S'Y RETROUVE PLUS!

EN ALBERTA, LES CONSERVATEURS DE RALPH KLEIN ONT TENU UN SOMMET DE LA CROISSANCE AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS SUR LA FAÇON DE DÉPENSER L'ÉNORME SURPLUS BUDGÉTAIRE SUITE AUX COUPURES TRÈS SÉVÈRES FAITES DANS LES PRINCIPAUX PROGRAMMES SOCIAUX DE CETTE PROVINCE. CE PROCÉDÉ QUE L'ON APPLIQUE DE LA MÊME FAÇON AU QUÉBEC, COURT-CIRCUITE LE PROCESSUS DÉMOCRATIQUE CAR ON A TENDANCE À SE FIER AU CONSENSUS DES ÉLITES CORPORATISTES POUR TROUVER DES SOLUTIONS.

BOUCHARD ET KLEIN ONT DÉCLARÉ LA GUERRE AUX PAUVRES ET AUX TRAVAILLEURS POUR ÉLIMINER LE DÉFICIT. PLUSIEURS MINISTRES

DE L'ÉQUIPE BOUCHARD SE SONT DONNÉS LE MOT POUR ATTEINDRE LE DÉFICIT ZÉRO ET CE, EN QUELQUES ANNÉES.

JEAN ROCHON A SABOTÉ LE SYSTÈME DE SANTÉ PAR DES COUPURES BUDGÉTAIRES SÉVÈRES. NOUS EN AVONS LA PREUVE CHAQUE SEMAINE: LISTE D'ATTENTE ÉNORME POUR LES BLOCS OPÉRATOIRES, SALLES D'URGENCE DÉBORDÉES, PÉNURIES DE MÉDECINS, CLSC SUBMÉRGÉS ET SANS RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES, CENTRES D'ACCUEIL MOUROIRES ETC. LA LISTE POURRAIT ÊTRE PLUS LONGUE SANS AUCUN DOUTE! MONSIEUR ROCHON A FAIT LE TOUR DU QUÉBEC EN PORTANT LA BONNE NOUVELLE QUE LES COUPURES DANS LA SANTÉ ÉTAIENT TERMINÉES! MADAME LOUISE HAREL S'EN VIENT AVEC SES GROS SABOTS ET LA RÉFORME DE L'AIDE SOCIALE. MÊME SI LE REPORT DE SON ADOPTION EST PRÉVUE POUR LE PRINTEMPS PROCHAIN, MONSIEUR BOUCHARD N'EN A PAS MOINS ANNONCÉ SA VOLONTÉ D'AGIR DANS CE DOSSIER CÔTE QUE CÔTE. IL S'AGIT D'AVANTAGE D'UN REPLI

STRATÉGIQUE DU GOUVERNEMENT BOUCHARD QU'UNE COMPRÉHENSION RÉELLE DU SORT DES EXCLUS DE NOTRE SOCIÉTÉ. DE TOUTE FAÇON, PLUSIEURS PANS DE CETTE RÉFORME ONT DÉJÀ ÉTÉ MIS EN ŒUVRE (VOIR LES DEUX DERNIERS NUMÉROS DE L'INFOMAC À CE SUJET).

POUR LEUR PART (POUR NE NOMMER QUE CEUX-LÀ), BERNARD LANDRY RÉDUIT LE DÉFICIT EN METTANT DES MÉCANISMES POUR HARCÉLER LES TRAVAILLEURS À POURBOIRE (PRÉTENDUS FRAUDEURS-SES!) ET RÉMY TRUDEL TENTE DE SOUTIRER DES MILLIONS DE DOLLARS DES POCHEDES TRAVAILLEURS MUNICIPAUX PAR L'ENTREMISE DE SA RÉFORME DES MUNICIPALITÉS.

PENDANT CE TEMPS LES «BOUCHARDISTES» REDÉFINISSENT LA SOCIAL-DÉMOCRATIE. RASSEMBLÉS DANS UN COLLOQUE EN SEPTEMBRE DERNIER À QUÉBEC, LES MILITANTS DE LA BASE ONT TENU À SE FAIRE RASSURER PAR LEUR CHEF EN GRANDE FORME ET INTIMEMENT CONVAINCU DE SON APPARTENANCE À LA

SOCIAL-DÉMOCRATIE. POURTANT, DES DOUTES S'IMMISCENT DANS MON ESPRIT.

LES POLITIQUES MISES EN ŒUVRE PAR LE GOUVERNEMENT BOUCHARD PORTENT LE SCEAU DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALORS QUE CELLES-LÀ MÊME EN ALBERTA, S'APPELLENT NÉO-CONSERVATRICES! LES «BOUCHARDISTES» NE SONT PAS DES SOCIAUX-DÉMOCRATES, ILS SONT LES HÉRITIERS DE LIONEL GROULX ET DE MAURICE DUPLESSIS. SOUS LUCIEN BOUCHARD, LA DROITE S'EST EMPARÉE DU NATIONALISME QUÉBÉCOIS. L'HISTOIRE DÉMONTRE QUE LA DROITE NATIONALISTE DIRIGÉE PAR UN DÉMAGOGUE EST UN MÉLANGE EXPLOSIF.

PIERRE PÉCLET ■

P.S.: À L'ÉTÉ 97, LES SOCIALISTES FRANÇAIS ONT IMPOSÉ UNE SURTAXE DE 10% SUR LES PROFITS DES ENTREPRISES AFIN DE SURMONTER LEURS PROBLÈMES BUDGÉTAIRES. ON EST LOIN D'AGIR DE CETTE FAÇON AU QUÉBEC!

## DU NÉOLIBÉRALISME ET DE LA JUSTICE SOCIALE

**L**E SYSTÈME ÉCONOMIQUE DANS LEQUEL NOUS VIVONS ACTUELLEMENT EST-IL DÙ À UNE IDÉOLOGIE PARTICULIÈRE OU EST-IL L'UNIQUE ALTERNATIVE QUI NOUS EST OFFERTE ÉTANT DONNÉ L'ÉVOLUTION DES TECHNOLOGIES ET DES RESSOURCES?

S'IL EST UNE PRISE DE POSITION, ELLE EST VIDÉE DE SON SENS ET N'A DONC PLUS LIEU D'ÊTRE À PARTIR DU MOMENT OÙ NOUS EN REFUSONS LE BUT ET LES FONDEMENTS.

POUR ÉCRIRE LE TEXTE QUI VA SUIVRE, JE ME SUIS BASÉE SUR MA COMPRÉHENSION DE DEUX LIVRES (D'AUTEURS DE POSITIONS POLITIQUES DIFFÉRENTES) «L'HORREUR ÉCONOMIQUE» DE VIVIANNE FORRESTER ET «L'UTOPIE NÉOLIBÉRALE» DE MICHEL BERNARD AINSI QUE SUR D'AUTRES LECTURES, MOINS IMPORTANTES SUR LE PLAN VOLUME, MAIS TOUT AUSSI PERTINENTES.

### LE LIBÉRALISME

LES LIBÉRAUX, COMME ADAM SMITH OU JOHN STUART MILL CONSIDÉRAIENT EFFECTIVEMENT QUE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DOIT ÊTRE LAISSÉE LIBRE CAR LA LIBERTÉ (DE MARCHÉ) ASSURE MIEUX QUE LE RÈGLEMENT, LE BUT QUE LA SOCIÉTÉ S'EST FIXÉE EN LA MATIÈRE. MAIS BIEN QU'ILS AIENT DIT QUE DANS LA MAJORITÉ DES CAS LA LIBERTÉ DEVAIT L'EMPORTER SUR LES RÈGLEMENTS, IL N'EN DEMEURAIT PAS MOINS QU'ILS ACCEPTAIENT QUE L'ÉTAT

INTERVIENNE DANS CERTAINS DOMAINES COMME L'ÉDUCATION, LA SANTÉ OU L'ASSISTANCE AUX PAUVRES. ILS ÉTAIENT, DE PLUS, GUIDÉS PAR UNE CERTAINE ÉTHIQUE C'EST À DIRE QU'ILS JUGEAIENT DE LA VALEUR D'UNE ACTION EN FONCTION DE SON EFFET SUR LE BONHEUR DE LA COLLECTIVITÉ.

EN FACE DE CES LIBÉRAUX UTILITARISTES, IL Y AVAIT LES LIBÉRAUX DÉFENSEURS DES «DROITS NATURELS» COMME TURGOT OU CONDORCET. ILS «CONSIDÉRAIENT QUE L'ENSEMBLE DES DROITS NATURELS (DROIT À LA VIE, À LA LIBERTÉ ET À LA PROPRIÉTÉ) ÉTAIENT SACRÉS, INTOUCHABLES QUEL QUE SOIT L'AVANTAGE QUE LA SOCIÉTÉ PUISSE EN TIREDER EN LES RESTREIGNANT». MAIS ILS ÉTAIENT SENSIBLES QUAND MÊME À UNE CERTAINE JUSTICE «LA LIBERTÉ CONSISTE DANS LE DROIT DE FAIRE TOUT CE QUI N'EST PAS CONTRAIRE AUX DROITS DES AUTRES». CONDORCET DÉMONTRAIT QUE L'ÉDUCATION GRATUITE, PAR EXEMPLE, ÉTAIT NÉCESSAIRE AUX PAUVRES AFIN QU'ILS PUISSENT JOUIR DE LA MÊME MANIÈRE QUE LES AUTRES DES DROITS NATURELS.

LA DÉFINITION DE CES DROITS POLITIQUES DITS NATURELS SONT DONC SUJETS À CONTROVERSE. LEUR COMPILATION VA SE FAIRE DE DEUX MANIÈRES DIFFÉRENTES À LA FIN DU 18<sup>E</sup> SIÈCLE. EN 1776, DANS LA DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DES ÉTATS-UNIS, ILS SONT LE RÉSULTAT D'UNE RÉVOLUTION POLITIQUE BASÉE SUR LE LIBÉRALISME, «SUR LE JEU SPON-

TANÉ DE L'HISTOIRE ET DES INTÉRÊTS PRIVÉS». EN 1789, LA RÉVOLUTION FRANÇAISE EN FAIT LE FRUIT «D'UNE CONCEPTION VOLONTARISTE ET ÉTHIQUE SELON LAQUELLE LE RÉEL EST TRANSFORMÉ DE L'EXTÉRIEUR PAR LES HOMMES AU NOM D'UN IDÉAL MORAL UNIVERSEL» (HABERMAS, J. DANS THÉORIE ET PRATIQUE, ÉD. PAYOT 1975). À NOTER QUE C'EST DONC DEUX IDÉOLOGIES DIFFÉRENTES QUI ABOUTISSENT, AU MÊME MOMENT, DANS DEUX CONTINENTS, À L'ÉNONCÉ DES DROITS POLITIQUES.

C'EST LA POSITION DES ULTRALIBÉRAUX (COMME SPENCER OU BASTIAT) QUI VA ÊTRE REPRIS ET PERFECTIONNÉE PAR LES NÉOLIBÉRAUX. POUR EUX L'ÉTAT DOIT SE LIMITER À FAIRE RESPECTER LES DROITS NATURELS ET CES DERNIERS SONT RESTREINTS AU SEUL DROIT DE PROPRIÉTÉ. L'ÉTAT ADMINISTRE LA JUSTICE MAIS POUR FAIRE RÉGNER L'ORDRE ET NON POUR ASSURER UNE FONCTION DE REDISTRIBUTION OU D'ÉGALITÉ DE CHANCE. C'EST LA SÉLECTION NATURELLE QUI FAIT QU'IL Y A DES RICHES ET DES PAUVRES ET ELLE EST UN PROCESSUS ESSENTIEL POUR L'AMÉLIORATION DE

LA RACE (OUI LES ULTRALIBÉRAUX ALLAIENT JUSQU'À LÀ). PARETO (SOCIOLOGUE ET ÉCONOMISTE ULTRALIBÉRAL) AJOUTE LA TOUCHE SOCIOLOGIQUE À CES AFFIRMATIONS PSEUDOSCIENTIFIQUES EN ÉCRIVANT QUE L'INÉGALITÉ DES REVENUS REFLÈTE L'INÉGALITÉ DES CAPACITÉS HUMAINES QUI EST UNE CONSTANTE DANS TOUTES LES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES (DONC INCONTOURNABLE).

NOUS NOUS CONTENTERONS DANS CE TEXTE, DE RAPPELER LA PARTICULARITÉ DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ACTUEL POUR SOULIGNER UNE DIFFÉRENCE FONDAMENTALE ENTRE LE LIBÉRALISME ET LE NÉOLIBÉRALISME. NOTRE FIN DE 20<sup>IÈME</sup> SIÈCLE VIT EN EFFET UNE CONCENTRATION DE POUVOIR ÉCONOMIQUE; IL EST AUX MAINS D'UN PETIT NOMBRE D'ENTREPRISES ORGANISÉES EN CONSORTIUM. C'EST DONC UN POUVOIR CENTRALISÉ QUI FAUSSE, ENTRE AUTRES, LE PRÉTENDU JEU DE LA CONCURRENCE.

SOUS PRÉTEXTE DE STIMULER L'OFFRE D'EMPLOI, LES NÉOLIBÉRAUX VONT DEMANDER

⇒ PAGE 7



LES BUREAUX DU MOUVEMENT ACTION CHÔMAGE DE MONTRÉAL SONT SITUÉS AU 6839A, RUE DROLET, MONTRÉAL, H2S 2T1 (MÉTRO JEAN-TALON). COMITÉ DE RÉDACTION DE L'INFOMAC: GUSTAVE ARROYO, KHADIJA BENABDALLAH, NICOLE CÔTÉ, JEAN-FRANÇOIS DELISLE, PIERRE PÉCLET. ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: KHADIJA BENABDALLAH, NICOLE CÔTÉ, HANS MAROTTE, PIERRE PÉCLET, FRANÇOIS PATENAUDE. DESSINS ET CARICATURES: LAURA D'URBANO. INFOGRAPHIE: SÉBASTIEN™. IMPRESSION: PAYETTE ET SIMMS INC. DÉPÔT LÉGAL: BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC - 3<sup>IÈME</sup> TRIMESTRE 1997.

# L'EXPORTATION D'EAU PAR BATEAU: LE PROJET GROSSE BALLOUNE

**D**EPUIS QUELQUES MOIS, IL RÈGNE AU QUÉBEC UNE SORTE DE FÉBRILITÉ AUTOUR DE L'EXPORTATION D'EAU. CERTAINS TÉNORS BOMBARDENT L'OPINION PUBLIQUE AVEC L'IDÉE QUE TOUS LES QUÉBÉCOIS SONT ASSIS SUR UNE MINE D'OR LIQUIDE ET QU'IL FAUT L'EXPLOITER AU PLUS VITE. OR IL N'A FALLU QU'UNE DÉCLARATION DU MINISTRE ÉGYPTIEN DES RESSOURCES HYDRIQUES, MAHMOUD ABOU-ZEID POUR QUE LE PROJET D'EXPORTATION MASSIVE D'EAU PAR BATEAU CITERNE TOMBE À L'EAU. ON N'EST PAS SURPRIS QUE LE GOUVERNEMENT AIT FAIT UN BON BOUT DE CHEMIN AVEC CES PROMOTEURS QUI, ON S'EN DOUTE, ASPIRENT À DEVENIR DES ÉMIRS DE L'EAU. APRÈS GRANDE BALEINE, TOUT CE BEAU MONDE EST-IL EMBARQUÉ DANS LE PROJET GROSSE BALLOUNE?

## LE SAUVEUR

L'idée d'exporter de l'eau par navire a été lancée lors du dernier sommet socio-économique par ce pharmacien qui a les mêmes initiales que Jésus Christ. D'où lui est venue cette idée? S'est-il dit: si lui marchait sur l'eau, moi je me contenterai de l'exporter? Toujours est-il que cet

HOMME, DONT LE PLUS HAUT FAIT D'ARMES EST D'AVOIR placé des chips au ketchup et des canettes de Coke sur des rayons d'aspirines, EST DEvenu POUR D'OBSCURES RAISONS UN DES NOUVEAUX PENSEURS DU QUÉBEC. MÔSSIEUR COUTU CROIT QUE L'ÉQUITÉ SALARIALE N'EST PAS UNE BONNE CHOSE, MÔSSIEUR COUTU SENT LE DÉSIR DE VOIR LIBÉRALISER

CERTAINS GESTES MÉDICAUX, MÔSSIEUR COUTU VEUT EXPORTER DE L'EAU. LES ÉRUCTIONS INTELLECTUELLES DE MÔSSIEUR VONT-ELLES POLLUER NOTRE AIR ENCORE LONGTEMPS?

## UN GROS BATEAU

LE PROJET D'EXPORTATION D'EAU PAR BATEAU A BÉNÉFICIÉ DE DEUX APPUIS MAJEURS: CELUI DU VICE-PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC, BERNARD LANDRY QUI ÉTAIT À LA DROITE DE J.C. LORS DE L'ANNONCE DU PROJET EN CONFÉRENCE DE PRESSE ET CELUI DES INDUSTRIES DAVIE QUI ONT DÉPOSÉ, DÈS OCTOBRE 1996, UNE DEMANDE DE BREVET POUR MODIFIER DES PÉTROLIERS DANS LE BUT D'Y TRANSPORTER DE L'EAU.

LA COMPAGNIE LES INDUSTRIES DAVIE A ÉTÉ PRIVATISÉE L'AN DERNIER. DOMINION BRIDGE L'A OBTENU POUR 1 \$ ET QUÉBEC S'EST ENGAGÉ À ÉPONGER UN DÉFICIT DE 25 millions \$ et à y investir 15 millions \$ EN CINQ ANS VIA LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT. SANS COMPTER QUE LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET PROVINCIAL Y ONT ENGLOUTI UN MILLIARD \$ EN DIX ANS! MALGRÉ TOUT CELA, LE CHANTIER MARITIME EN ARRACHE CAR SON CARNET DE COMMANDE N'EST PAS TRÈS GARNI... JEAN COUTU EST ARRIVÉ EN SAUVEUR! LA CAMPAGNE «L'EAU C'EST LE KLONDIKE» A FAIT SON EFFET ET LE 3 juillet 1997, BERNARD LANDRY ANNONÇAIT UN NOUVEAU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LA CONVERSION OU LA TRANSFORMATION IMPORTANTE DE NAVIRES. BRÉF, LE PROJET SEMBLAIT EN BONNE VOIE DE SE RÉALISER.

HEUREUSEMENT, M. MAHMOUD ABOU-ZEID A RAMENÉ TOUT CE BEAU MONDE SUR TERRE EN SOULIGNANT QUE LES COÛTS DE TRANSPORT SERAIENT PROHIBITIFS COMPARÉS AUX COÛTS DE DÉ-SALINISATION DE L'EAU DE MER. À LA QUESTION QU'Y AVAIT-IL DERRIÈRE CE PROJET D'EXPORTATION DE L'EAU, LE RÉPONSE EST: UN GROS BATEAU!

## LES VRAIES POSSIBILITÉS D'EXPORTATION D'EAU

MAINTENANT QUE L'EXPORTATION D'EAU PAR BATEAU A REPRIS SA JUSTE PLACE, C'EST-

À-DIRE UN COMMERCE MARITIME qui PERMETTRAIT, TOUT AU PLUS, DE DIMINUER LES COÛTS DE TRANSPORT DES PÉTROLIERS EN LEUR FAISANT RAMENER DE L'EAU POTABLE DANS LEURS BALLASTS POUR LE VOYAGE DE RETOUR, REGARDONS QUELLES SONT LES AUTRES POSSIBILITÉS D'EXPORTATION.

LE MARCHÉ DE L'EAU EMBOUTEILLÉE EST EN CROISSANCE MONDIALE ET LES EXPORTATIONS D'EAU QUÉBÉCOISE EN BOUTEILLES ONT CRÛ DE 2000% ENTRE 1985 ET 1996. SOULIGNONS QUE 98% DES EXPORTATIONS D'EAU EN BOUTEILLE HORS DU CANADA SONT ACHÉMINÉES VERS LES ÉTATS-UNIS. IL POURRAIT ÉGALEMENT ÊTRE POSSIBLE DE METTRE EN SACHET OU D'EMBOUTEILLER DE L'EAU PROVENANT DES USINES DE FILTRATION QUÉBÉCOISES POUR L'EXPORTER. MAIS LES VÉRITABLES DÉBOUCHÉS POUR L'EXPORTATION D'EAU DU QUÉBEC SE TROUVENT VRAISEMBLABLEMENT AU SUD. L'EAU FAIT PARTIE DES «BIENS» DE COMMERCE RECONNUS PAR L'ALÉNA ET, SELON CE TRAITÉ, NULLE PARTIE NE PEUT RESTREINDRE L'EXPORTATION DE «BIENS» VERS L'AUTRE PARTIE. EN D'AUTRES TERMES, CELA VEUT DIRE QUE LE CANADA A PERDU LA SOUVERAINÉTÉ SUR SES EAUX. IL FAUDRAIT PEUT-ÊTRE S'INQUIÉTER DU FAIT QUE LES PROJETS DE DÉTOURNEMENT DES EAUX CANADIENNES VERS LES ÉTATS-UNIS (OÙ L'ON PRÉVOIT DES SÈCHERESSES VERS L'AN 2000) SE MULTIPLIENT ET QUE CERTAINS D'ENTRE EUX ONT DÉJÀ ÉTÉ RÉALISÉS.

Si le projet JEAN COUTU A PU SE RENDRE SI LOIN, C'EST QUE DES QUESTIONS N'ONT PAS ÉTÉ POSÉES. NE LAISSONS PAS LES MÊMES ERREURS SE REPRODUIRE POUR LA SUITE DU DÉBAT ET N'HÉSITONS PAS À INTERVENIR SI LES ACTEURS DE L'ACTUALITÉ NE FONT PAS LEUR BOULOT.

FRANÇOIS PATENAUDE ■

CHAIRE D'ÉTUDES SOCIO-ÉCONOMIQUES (UQAM) - LE TAON (15 SEPTEMBRE '97)

## QUAND LES GROS «BIG SHOT» S'ORGANISENT...

LE PDG DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT, MONSIEUR CLAUDE BLANCHET (EX-PRESIDENT DU FONDS DE SOLIDARITÉ DE LA FTQ ET ACTUEL MARI DE LA MINISTRE PAULINE MAROIS) NE CACHE PAS SES INTENTIONS DE REGROUPER EN UN «CERCLE DES PRÉSIDENTS», LES POIDS LOURDS DU CAPITALISME D'ÉTAT QUÉBÉCOIS.

SELON UN ARTICLE PARU DANS LA PRESSE (29 SEPTEMBRE 1997), DES PRÉSIDENTS TRIÉS SUR LE VOLET FERAIENT PARTIE DE CE CERCLE, DONT CELUI DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL, DE LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT, D'HYDRO-QUÉBEC, LOTO-QUÉBEC ET MÊME L'ACTUEL PRÉSIDENT DU FONDS DE SOLIDARITÉ DE LA FTQ, POUR NE NOMMER QUE CEUX-LÀ. UN DES BUTS DE CE GROUPE DE CONCERTATION ÉCONOMIQUE SERAIT LA MISE EN ŒUVRE DE STRATÉGIES ET DE PROJETS CONCRETS POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC.

BRÉF DE «GROSSES LÉGUMES» QUI DÉCIDERAIENT DU SORT DE L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE EN CATIMINI COMME LE FAIT LA COMMISSION TRILATÉRALE. CETTE COMMISSION REGROUPE LES GRANDS BONZES ÉCONOMIQUES DE PLUSIEURS PAYS INFLUENÇANT DU MIEUX QU'ELLE LE PEUT LES DÉCIDEURS POLITIQUES. MICHEL BÉLANGER EN FAISAIT PARTIE ALORS QU'IL ÉTAIT PRÉSIDENT DE LA BANQUE NATIONALE À L'ÉPOQUE. LE SIÈGE SOCIAL DE LA TRILATÉRALE EST À NEW YORK.

## UNE SUPER-SGF

PARALLÈLEMENT À SON IDÉE D'UN «CERCLE DES PRÉSIDENTS», MONSIEUR BLANCHET A L'INTENTION DE CRÉER UNE SUPER-SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT (SUPER-SGF). ELLE DEVIENDRAIT LE SEUL CENTRE DE DÉCISION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS EN ENTREPRISES ET ENGLORERAIT PLUSIEURS SOCIÉTÉS D'ÉTAT.

CETTE IDÉE FAIT SON CHEMIN MAIS SON PLAN DE FAISABILITÉ N'A PAS REÇU ENCORE L'ASSENTIMENT DE TOUS LES MINISTRES QUÉBÉCOIS (ET AUSSI DES SOCIÉTÉS CONCERNÉES!) PARMI LESQUELS CERTAINS ONT DES RÉTICENCES. ENTRE AUTRES, LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS, VACHE À LAIT DE L'ÉTAT, RELEVANT DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, VOIT D'UN TRÈS MAUVAIS ŒIL CETTE INTÉGRATION À LA SUPER SGF. DE PLUS, CETTE MÉGA-CONCENTRATION DE CAPITAL PERMETTRAIT À MONSIEUR BLANCHET DE DEVENIR LE PRINCIPAL INTERLOCUTEUR AUPRÈS DU MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE ET AUX FINANCES. CARESSERAIT-IL L'AMBITION DE DEVENIR LE GRAND MANITOU DE LA HAUTE FINANCE QUÉBÉCOISE?

NICOLE COTÉ ■

# Tout ce que vous voulez savoir à propos des voyageurs

**L** Y A PLUS D'UNE ANNÉE, EN OCTOBRE 96, CERTAINS JOURNAUX DU PAYS TITRAIENT À LA UNE L'INTENTION DE RESSOURCES HUMAINES CANADA DE FAIRE LA CHASSE AUX VOYAGEURS-CHÔMEURS QUI S'ÉTAIENT DÉCLARÉS DISPONIBLES ALORS QU'ILS ÉTAIENT HORS DU PAYS ET RECEVAIENT DES PRESTATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI. CETTE CHASSE ALLAIT SE PRÉPARER PAR L'ENTREMISE DES CARTES DE DÉCLARATIONS OBTENUES DE DOUANES CANADA ET COMPLÉTÉES À BORD DE L'AVION LORS DU RETOUR AU PAYS. L'ÉMOI PASSÉ (LES MOIS AUSSI!), ON N'EN A PLUS RÉENTENDU PARLER JUSQU'EN JANVIER-FÉVRIER 1997 OÙ LES ENQUÊTES SE SONT SÉRIEUSEMENT MISES EN BRANLE. DEPUIS CE TEMPS, ÇA NE DÉROU- GÏT PAS, FAISANT DE CE PROBLÈME, UN PROBLÈME DE SOCIÉTÉ ET DE REMISE EN QUESTION DU RESPECT DU DROIT À LA VIE PRIVÉE. MÊME LE COMMISSARIAT À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE A ANNONCÉ SON INTENTION DE DÉPO- SER UN RECOURS À LA COUR FÉDÉRALE DU CANADA AFIN QU'ELLE STATUE SUR LE COU- PLAGE DE CES DONNÉES.

## LA POSITION DU MAC

LE MOUVEMENT ACTION CHÔMAGE DE MONTRÉAL S'INSURGE CONTRE CETTE PRATIQUE DU COUPLAGE DE DONNÉES PARCE QU'ELLE REPRÉSENTE UNE ATTEINTE GRAVE AU RESPECT DU DROIT À LA VIE PRIVÉE ET EST CONTRAIRE À LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS. LE PETIT CARTON DE DOUANES CANADA NE MENTIONNAIT PAS À QUOI SERVIRAIENT LES RENSEIGNEMENTS AINSI OBTENUS.

**Le petit carton de Douanes Canada ne mentionnait pas à quoi serviraient les renseignements ainsi obtenus.**

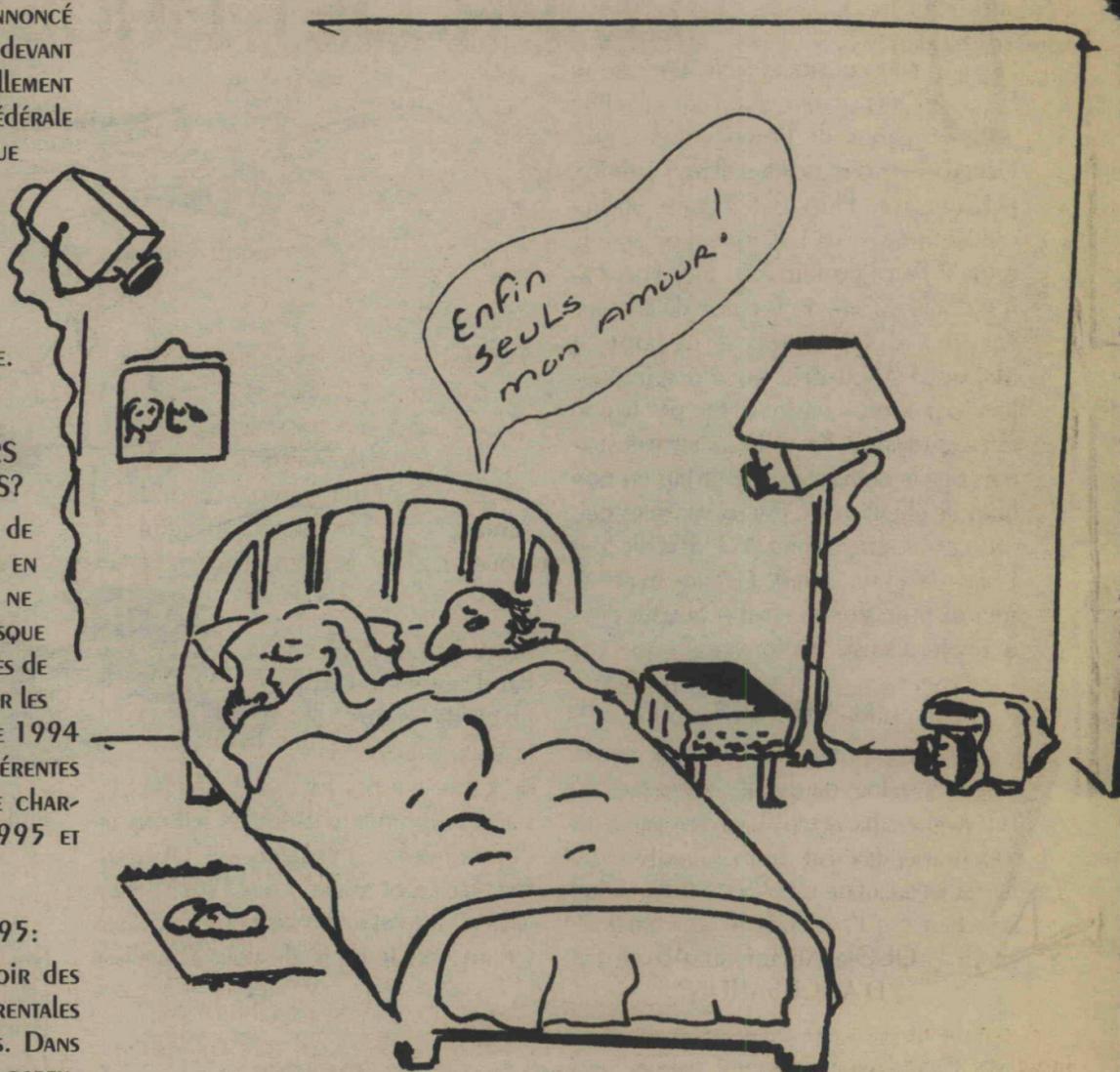
MÊME SI LE COMMISSARIAT A ANNONCÉ SON INTENTION DE PORTER L'AFFAIRE DEVANT LES TRIBUNAUX, IL N'A PAS OFFICIELLEMENT DÉPOSÉ SON RECOURS À LA COUR FÉDÉRALE AFIN QU'ELLE DÉCLARE CETTE PRATIQUE ILLÉGALE. LORSQUE LE RECOURS SERA DÉPOSÉ, NOUS NE SAVONS PAS NON PLUS QUAND IL SERA ENTENDU. AUSSI, IL EST POSSIBLE QUE CE LITIGE PERDURE ENCORE PLUSIEURS ANNÉES ET SE RENDE JUSQU'À LA COUR SUPRÊME.

## QUE PRÉVOIT LA LOI DE L'ASSURANCE-EMPLOI LORS DE SÉJOURS HORS DU PAYS?

DANS LE CADRE D'UNE PÉRIODE DE PRESTATIONS, LE PRINCIPE GÉNÉRAL EN MATIÈRE DE VOYAGE EST QUE L'ON NE PEUT RECEVOIR DE PRESTATIONS LORSQUE L'ON QUITTE LE CANADA. LES ENQUÊTES DE RESSOURCES HUMAINES CANADA POUR LES VOYAGEURS-CHÔMEURS S'ÉTENDENT DE 1994 À 1996. DEUX LÉGISLATIONS DIFFÉRENTES CORRESPONDENT À CETTE PÉRIODE CHAR- NIÈRE: CELLE D'AVANT OCTOBRE 1995 ET CELLE D'APRÈS OCTOBRE 1995.

### CELLE D'AVANT OCTOBRE 1995:

1. ON PEUT CONTINUER À RECEVOIR DES PRESTATIONS DE MATERNITÉ OU PARENTALES EN ÉTANT HORS DU PAYS. DANS LE CADRE DES PRESTATIONS PAREN- TALES, ON DOIT CEPENDANT ÊTRE ACCOMPAGNÉ-E DE NOTRE ENFANT;
2. ON PEUT RECEVOIR DES PRE- STATIONS DE CHÔMAGE MALADIE EN SUBISSANT UN TRAITEMENT MÉDICAL NON-DISPONIBLE AU CANADA;
3. SI ON RÉSIDE À TITRE TEM- PORAIRE OU PERMANENT DANS



UN ÉTAT CONTIGU DU CANADA, QUE L'ON EST DISPONIBLE POUR TRAVAILLER AU PAYS ET QUE L'ON PEUT SE PRÉSENTER RAPIDEMENT DANS UN BUREAU DE CHÔMAGE, ON PEUT CONTI- NUER DE RECEVOIR DES PRESTATIONS.

### APRÈS OCTOBRE 1995:

EN PLUS DES EXCEPTIONS EXISTANTES DÉJÀ MENTIONNÉES, LE LÉGISLATEUR EN A AJOUTÉ QUELQUES AUTRES. NOTEZ QU'IL EST IMPOR- TANT DANS TOUS LES CAS D'AVISER LE BUREAU DE CHÔMAGE DES DÉPLACEMENTS PRÉVUS À

## Le Ministère des ressources humaines du Canada contrevient au Code criminel

LE MOUVEMENT ACTION CHÔMAGE DE MONTRÉAL EST ESTOMACUÉ ET CONDAMNE LE COM- PORTEMENT DU MINISTÈRE DES RESSOURCES HUMAINES CANADA QUI VA JUSQU'À FABRI- QUER DES PREUVES POUR «PIÉGER» DES PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI.

NON CONTENT DE S'ACCAPARER DE MANIÈRES ILLÉGALES DES DOCUMENTS QUI NE LI SONT PAS DESTINÉS, LE MINISTÈRE DES RESSOURCES HUMAINES CANADA VA MÊME JUSQU'À FABRIQUER DE LA PREUVE POUR ÊTRE BIEN CERTAIN QUE LES PERSONNES SOUPÇONNÉES SOIENT CONDAMNÉES. JUSQU'À CE JOUR, LE MOUVEMENT ACTION CHÔMAGE DE MONTRÉAL A RÉUSSI À METTRE LA MAIN SUR TROIS FORMULAIRES FALSIFIÉS PAR LE MINISTÈRE.

LE MODUS OPERANDI EST LE SUIVANT. LORSQUE RESSOURCES HUMAINES CANADA EST INFORMÉE PAR DOUANES CANADA QU'UN PRESTATAIRE AURAIT QUITTÉ LE PAYS EN RECEVANT DES PRESTATIONS, ON FAIT PARVENIR À CETTE PERSONNE UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS. LES TROIS PERSONNES EN QUESTION SONT PAR LA SUITE VENUES S'INFORMER À NOS BUREAUX. NOUS LEUR AVONS SUGGÉRÉ, COMME À L'ENSEMBLE DES PRESTATAIRES PRIS DANS LA MÊME SITUATION, DE NE RIEN DÉCLARER PUISQUE LA COUR FÉDÉRALE ÉTAIT POUR SE PENCHER SUR LA RECEVABILITÉ DE LA PREUVE OBTENUE AUPRÈS DE DOUANES CANADA. CES TROIS PERSONNES ONT DONC AGI CONFORMÉMENT À NOS CONSEILS ET ONT ENVOYÉ LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU CENTRE NATIONAL D'ENQUÊTE DE MIRAMICHI.

QUELLE NE FUT PAS LEUR SURPRISE LORSQU'ELLES ONT REÇU QUELQUES SEMAINES PLUS TARD, INCLUE DANS LEUR DOSSIER D'APPEL, UNE COPIE DE CETTE DEMANDE DE RENSEI-

GNEMENTS DONT LA CASE «OUI» ÉTAIT COCHÉE. CES PERSONNES N'AVAIENT JAMAIS COCHÉ QUOIQUE CE SOIT SUR CE FAMEUX DOCUMENT. QUELQU'UN D'AUTRE AVAIT DONC RÉPONDU À LEUR PLACE!

**Ces personnes n'avaient jamais coché quoique ce soit sur ce fameux document. Quelqu'un d'autre avait donc répondu à leur**

SUITE À UNE ENQUÊTE DE NOTRE PART, NOUS N'AVONS REÇU AUCUNE RÉPONSE SATIS- FAISANTE SUR CETTE QUESTION ET NOUS NE CROYONS PAS EN OBTENIR NON PLUS. CE PROCÉDÉ EST EN EFFET INEXPLICABLE ET INJUSTIFIABLE. COMME CITOYENS, NOUS SOMMES EN DROIT DE NOUS ATTENDRE D'UN ORGANISME GOUVERNEMENTAL QUI EST CHARGÉ DE GÉRER UN FONDS D'ASSURANCE DE PLUSIEURS MILLIARDS DE DOLLARS QU'IL AGISSE À TOUT LE MOINS DANS LE CADRE DE LA LOI. A-T-ON LE DROIT, AU NOM DE LA SACRO-SAINTE CHASSE AUX PRÉTENDUS FRAUDEURS, D'UTILISER DES MÉTHODES NON SEULEMENT IMMORALES MAIS ÉGALEMENT ILLÉGALES? EN EFFET, LES AGISSEMENTS DES FONCTIONNAIRES DANS CES TROIS DOSSIERS CONSTITUENT DES INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL PUNISSABLES DE 14 ANS DE PRISON (VOIR ARTICLES 366 ET 368 DU CODE CRIMINEL).

JUSQU'À PREUVE DU CONTRAIRE, LE CANADA EST ENCORE CE QU'IL EST CONVENU D'APPELER UN ÉTAT DE DROIT. DANS CETTE OPTIQUE, LE GOUVERNEMENT EST TENU, AU MÊME TITRE QUE TOUT CITOYEN, DE RESPECTER L'ENSEMBLE DES LOIS DU PAYS ET IL NE PEUT, POUR QUELQUES RAISONS QUE CE SOIT, SE PLACER AU- DESSUS DU CADRE LÉGAL EXISTANT. À MOINS QUE LA LOI NE S'APPLIQUE QU'AUX CITOYENS ET PAS À L'ÉTAT...

EXTRAITS D'UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU MAC, 7 NOVEMBRE 1997

# Les chômeurs et que vous n'avez jamais osé demander!

l'EXTÉRIEUR ET DE FOURNIR LA PREUVE DES RAISONS QUI MÈNENT À QUITTER LE PAYS (CERTIFICAT MÉDICAL, CERTIFICAT DE DÉCÈS, PREUVES DE RECHERCHES D'EMPLOI, PERMIS DE TRAVAILLER DANS L'AUTRE PAYS ETC.).

1. ON PEUT RECEVOIR DES PRESTATIONS EN ÉTANT À L'EXTÉRIEUR DU PAYS PENDANT UNE PÉRIODE MAXIMALE DE 14 JOURS CONSÉCUTIFS AFIN DE FAIRE UNE RECHERCHE D'EMPLOI ACTIVE ET TRÈS SÉRIEUSE;
2. ON PEUT QUITTER LE CANADA POUR UNE PÉRIODE NE DÉPASSANT PAS 7 JOURS CONSÉCUTIFS LORS D'UNE ENTREVUE D'EMPLOI;
3. SI UN DE NOS PROCHES PARENTS EST MALADE OU DÉCÉDÉ, ON PEUT LUI RENDRE VISITE OU ASSISTER À SES FUNÉRAILLES POUR UNE PÉRIODE DE 7 JOURS CONSÉCUTIFS;
4. SI ON ACCOMPAGNE UN PROCHE PARENT AFIN QU'IL SUBISSE UN TRAITEMENT MÉDICAL NON DISPONIBLE AU CANADA.

## QUOI FAIRE EN CAS D'ACCUSATION?

À PARTIR DU MOMENT OÙ RESSOURCES HUMAINES CANADA RETRACENT UN PRESTATAIRE FAUTIF, ILS LUI FONT PARVENIR UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS, CELLE-CI PEUT PROVENIR DU CENTRE NATIONAL D'ENQUÊTE DE MIRAMICHI AU NOUVEAU-BRUNSWICK OU DU BUREAU DE CHÔMAGE LOCAL.

DANS CETTE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS, ON DEMANDE AU PRESTATAIRE DE CONFIRMER LES INFORMATIONS OBTENUES DE DOUANES CANADA. À PARTIR DE CE MOMENT, DEUX CHOIX S'OFFRENT À VOUS: AVOUER OU NE RIEN DÉCLARER.

### DANS LE CAS D'UN AVEU:

SI VOUS DÉCIDEZ DE RECONNAÎTRE QUE VOUS AVEZ QUITTÉ LE PAYS, RESSOURCES HUMAINES CANADA VA AUTOMATIQUEMENT VOUS RÉCLAMER LES PRESTATIONS QUE VOUS AVEZ PERÇU EN TROP EN PLUS DE VOUS IMPOSER UNE PÉNALITÉ. MÊME SI VOUS ÉTIEZ DANS VOTRE DÉLAI DE CARENCE ET QUE VOUS N'AVEZ PAS REÇU DE PRESTATIONS, ON VOUS RÉCLAMERA QUAND MÊME PUISQUE, SI VOUS LES AVIEZ AVISÉ, VOTRE DÉLAI DE CARENCE N'AURAIT PAS ÉTÉ PURGÉ ET VOUS AURIEZ ALORS DÛ LE PURGER À VOTRE RETOUR, REPOUSSANT AINSI LE MOMENT DE RÉCEPTION DE VOS PREMIÈRES PRESTATIONS.

L'AVEU NE VOUS EMPÊCHE PAS NÉCESSAIREMENT DE CONTESTER LA PÉNALITÉ. EN EFFET, POUR VOUS ACCUSER DE FAUSSES DÉCLARATIONS, RESSOURCES HUMAINES CANADA DOIT PROUVER LE CARACTÈRE «SCIEMMENT» DE VOTRE GESTE. AINSI, SI VOUS CROYEZ AVOIR

DE BONS MOTIFS QUI POURRAIENT VOUS DISCULPER (BILLET OUVERT, TÉLÉPHONE FRÉQUENT À LA MAISON POUR VÉRIFIER LES OFFRES D'EMPLOI, ENVOIE DE PLUSIEURS CURRICULUM VITAE AVANT VOTRE DÉPART, IGNORANCE SINCÈRE DE L'OBLIGATION DE LES INFORMER DE VOTRE SÉJOUR ETC.); VOUS POURREZ ALORS CONTESTER LA PÉNALITÉ. CEPENDANT, LE TROP-PAYÉ DEMEURERA DE FAÇON CERTAINE.

APRÈS AVOIR COMPLÉTÉ LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS, VOUS RECEVREZ DEUX DÉCISIONS DE RESSOURCES HUMAINES CANADA: UNE, VOUS RENDANT INADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE OÙ VOUS ÉTIEZ À L'EXTÉRIEUR ET, SI VOUS N'AVEZ AUCUN MOTIF ÉNUMÉRÉ CI-HAUT, UNE AUTRE VOUS IMPOSANT UNE PÉNALITÉ PARCE QUE, À LEUR AVIS, VOUS AVEZ SCIEMMENT FAIT UNE DÉCLARATION FAUSSE OU TROMPEUSE.

SI VOUS DÉCIDEZ DE CONTESTER LA PÉNALITÉ, VOUS DEVEZ, DANS LES TRENTE JOURS SUIVANT LA RÉCEPTION DES DÉCISIONS, ENVOYER UNE LETTRE D'APPEL AFIN D'OBTENIR UNE AUDIENCE DEVANT LE CONSEIL ARBITRAL. DANS LE CADRE DE CETTE AUDIENCE, VOUS DEVREZ EXPLIQUER AUX TROIS MEMBRES DU CONSEIL, QUI SONT INDÉPENDANTS DE RESSOURCES HUMAINES CANADA, LES RAISONS POUR LESQUELLES VOUS N'AVEZ PAS DÉCLARÉ VOTRE VOYAGE. SI LE CONSEIL ARBITRAL VOUS ACCORDE DE LA CRÉDIBILITÉ, IL VOUS DONNERA RAISON ET FERA TOMBER LA PÉNALITÉ MAIS PAS LE TROP-PAYÉ.

### DANS LE CAS DE: RIEN À DÉCLARER

SI VOUS DÉCIDEZ DE NE RIEN DÉCLARER (DE NE RÉPONDRE À AUCUNE QUESTION SUR LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS), RESSOURCES HUMAINES CANADA CONSIDÉRERA LES RENSEIGNEMENTS DE DOUANES CANADA COMME ÉTANT EXACTS. IL EST ÉGALEMENT POSSIBLE QU'UN AGENT D'ENQUÊTE ET CONTRÔLE VOUS CONVOQUE POUR UNE ENTREVUE ET FASSE ÉNORMÉMENT DE PRESSIONS AFIN D'OBTENIR UN AVEU DE VOTRE PART.

SI VOUS N'ÊTES PAS DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE DE PRESTATIONS ACTUELLEMENT, VOUS N'AVEZ PAS À VOUS PRÉSENTER À L'ENTREVUE. VOUS N'AVEZ QU'À DIRE À L'ENQUÊTEUR QUE VOTRE RÉPONSE SE TROUVE DÉJÀ SUR LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET NE SERA PAS MODIFIÉE.

SI VOUS ÊTES DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE ACTUELLE DE PRESTATIONS, VOUS ÊTES TENU D'ASSISTER À L'ENTREVUE, SOUS PEINE DE VOIR VOS PRESTATIONS COUPÉES. VOUS DEVEZ ALORS INDICHER À L'ENQUÊTEUR QUE VOUS NE RÉPONDREZ À AUCUNE QUESTION RELATIVE AU COUPLAGE D'INFORMATIONS CONCERNANT DOUANES CANADA MAIS QUE VOUS ÊTES DISPOSÉ À RÉPONDRE À TOUTES LES QUESTIONS CONCERNANT VOTRE

## Le «Panopticon» de l'information

EN FAIT, UN TEL COUPLAGE EST UNE VERSION ÉLECTRONIQUE DU PANOPTICON DE JEREMY BENTHAM, UN PHILOSOPHE DU 18IÈME SIÈCLE. CE DERNIER A PROPOSÉ DE CONCEVOIR UNE PRISON DANS LAQUELLE LES GARDIENS OBSERVERAIENT LES DÉTENUS À PARTIR D'UNE TOUR CENTRALE QUI LES CACHERAIT AU REGARD. LA PRÉSENCE, OU L'ABSENCE, DE GARDIENS DANS LA TOUR N'AURAIT PAS D'IMPORTANCE, CAR UNE VISIBILITÉ PERMANENTE ET VOULUE SERAIT AINSI CRÉÉE ET GARANTIRAIT L'EXERCICE AUTOMATIQUE DU POUVOIR. EFFICACE... MAIS EFFRAYANT...

PUISQUE LA TECHNOLOGIE PERMET DÉSORMAIS AU GOUVERNEMENT DE CRÉER SON PROPRE PANOPTICON INFORMATIONNEL, POURQUOI NE S'EN SERVIRAIT-IL PAS? SI NOUS PENSIONS QUE NOS MOINDRES GESTES ÉTAIENT OBSERVÉS, IL SE POURRAIT QUE NOTRE COMPORTEMENT DEVIENNE SANS REPROCHE, OU À TOUT LE MOINS DIFFÉRENT. ON NE DOIT PAS SOUS-ESTIMER LE POUVOIR DE LA PEUR ET DE LA HONTE POUR LE CONTRÔLE D'UNE SOCIÉTÉ ET LA SUPPRESSION DE L'AUTONOMIE INDIVIDUELLE. MAIS IL NE FAUT PAS CONVENIR, AVEC LES BUREAUCRATES, QUE NOTRE SOCIÉTÉ EST CORROMPUE À TEL POINT QUE NOTRE AUTONOMIE ET NOTRE VIE PRIVÉE DOIVENT CÉDER LE PAS À LEUR QUÊTE D'EFFICACITÉ.

VOUS ALLEZ ME FAIRE REMARQUER QUE, SI VOUS N'AVEZ RIEN À CACHER, TOUT CELA IMPORTE PEU; ET QUE, PARFOIS, IL ARRIVE QUE LES INTÉRÊTS DE LA SOCIÉTÉ DOIVENT AVOIR PRÉSÉANCE SUR LES DROITS DE L'INDIVIDU. C'EST PEUT-ÊTRE SUR CE POINT QUE NOUS NOUS ÉGARONS. IL EST TEMPS DE PENSER AUX RAVAGES QUE L'EXERCICE SANS ENTRAVES DU POUVOIR PEUT INFLIGER À NOTRE SOCIÉTÉ. EN RELÉQUANT AU STATUT DE DROIT INDIVIDUEL LE DROIT À LA VIE PRIVÉE, NOUS SOMMES FORCÉS DE JOUER CŒUR/ATOUT, EN TERMES DE «CE DROIT PRIME SUR CET AUTRE» ET «MON DROIT, EN QUALITÉ DE CONTRIBUABLE, À NE PAS ÊTRE ROULÉ PRIME SUR TON DROIT À NE PAS ÊTRE SURVEILLÉ».

IL EST PEUT-ÊTRE TEMPS D'ENVISAGER, COMME LE PROPOSE PRISCILLA REGAN DANS SON LIVRE «LEGISLATING PRIVACY», QUE LE FAIT DE CONSIDÉRER LA VIE PRIVÉE COMME UN DROIT D'ORDRE INDIVIDUEL NE CONSTITUE PAS UNE BASE SOLIDE SUR LAQUELLE ASSEOIR L'ORDRE PUBLIC. NOUS DEVRIONS PLUTÔT CONSIDÉRER L'IMPORTANCE SOCIALE DE LA VIE PRIVÉE; SA PLACE INHÉRENTE DANS NOTRE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE; ET COMPRENDRE COMMENT LE DROIT À LA VIE PRIVÉE INFLUE SUR NOS INTERACTIONS PERSONNELLES ET SUR NOS RELATIONS AVEC LES ORGANISMES SOCIAUX, POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES, AINSI QUE SUR LES POUVOIRS QUE NOUS SOMMES DISPOSÉS À LEUR CONSENTIR.

LA PROTECTION DE NOTRE VIE PRIVÉE NE CONSISTE PAS À SIMPLEMENT DÉBATTRE LA VALEUR DE L'INTÉRÊT PERSONNEL PAR RAPPORT À UN INTÉRÊT OPPOSÉ. LE RESPECT DE LA VIE PRIVÉE SERT UN INTÉRÊT COLLECTIF, COMMUN ET PUBLIC. LA VIE PRIVÉE, EN TANT QUE VALEUR, CONSOLIDE NOTRE SOCIÉTÉ EN RENFORÇANT, GRÂCE AU RESPECT MUTUEL, NOTRE SENTIMENT DE LIEN.

QUELS QUE SOIENT LES GESTES QUE NOUS POSONS POUR PROTÉGER LA VIE PRIVÉE, NOUS DEVONS RECONNAÎTRE L'IMPORTANCE DE CETTE VALEUR, ET PENSER AUX CONSÉQUENCES QUE POURRAIT AVOIR LE FAIT DE CONSIDÉRER LA VIE PRIVÉE, PAR NÉGLIGENCE OU PAR AVEUGLEMENT, COMME UNE SIMPLE NUISANCE ADMINISTRATIVE QUI ENTRAVE L'EFFICACITÉ ET LES RÉSULTATS FINANCIERS. C'EST LA VOIE QUI MÈNE À LA SOCIÉTÉ DE SURVEILLANCE. JE DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE NE PAS S'Y ENGAGER.

BRUCE PHILLIPS - Commissaire à la protection de la vie privée du Canada  
- Rapport annuel 1996-1997 - pp.6-7.

DEMANDE ACTUELLE. IL SERAIT MÊME PRÉFÉRABLE DE METTRE CELA PAR ÉCRIT.

PEU DE TEMPS APRÈS, VOUS ALLEZ RECEVOIR UNE DÉCISION VOUS RÉCLAMANT LE TROP-PAYÉ ET UNE VOUS IMPOSANT UNE PÉNALITÉ. QUELQUES SOLUTIONS S'OFFRENT À VOUS:

1. SI VOUS CROYEZ AVOIR DE BONS MOTIFS POUR ÉVITER LA PÉNALITÉ, VOUS POUVEZ DEMANDER AU CONSEIL ARBITRAL DE SUSPENDRE LES PROCÉDURES JUSQU'AU MOMENT OÙ LA COUR FÉDÉRALE DU CANADA STATUERA SUR LA LÉGALITÉ DU COUPLAGE D'INFORMATIONS ENTRE RESSOURCES HUMAINES CANADA

ET DOUANES CANADA. AINSI, SI LA RÉPONSE DE LA COUR FÉDÉRALE VOUS EST FAVORABLE, VOUS N'AUREZ PAS À REMBOURSER LE TROP-PAYÉ ET LA PÉNALITÉ PUISQUE LA PREUVE DE DOUANES CANADA SERA NON RECEVABLE, IL N'EXISTERA DONC AUCUNE AUTRE PREUVE DE VOTRE SÉJOUR HORS DU PAYS.

D'UN AUTRE CÔTÉ, SI LA RÉPONSE DE LA COUR FÉDÉRALE EST NÉGATIVE, VOUS POURREZ ALORS RETOURNER DEVANT LE CONSEIL ARBITRAL POUR TENTER DE LES CONVAINCRE

⇒ PAGE SUIVANTE

# LE SALAIRE PLUS QUE MINIMUM

**Q**UAND TRAVAILLER RÎME AVEC PAUVRETÉ, ON DOIT PRENDRE EXEMPLE SUR LA SITUATION QUÉBÉCOISE. LE GOUVERNEMENT PÉQUISTE «TRÈS SENSIBLE» AUX DEMANDES DES TRAVAILLEURS-TRAVAILLEUSES ET À LA PAUVRETÉ DES GENS A HAUSSÉ LE SALAIRE MINIMUM LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE DERNIER. DE 6,70 \$ L'HEURE, ON PASSE À 6,80 \$ TANDIS QUE LE SALAIRE DES EMPLOYÉS-ÉS À POURBOIRE ATTEINT MAINTENANT 6,05 \$ L'HEURE AU LIEU DE 5,95 \$. POUR LEUR PART, LES DOMESTIQUES SE CONTENTERONT D'UN MAIGRE 264 \$ PAR SEMAINE POUR

UNE SEMAINE «NORMALE» DE TRAVAIL DE 49 HEURES AU LIEU DE 51 HEURES. LA SEMAINE «NORMALE» DE TRAVAIL POUR LES AUTRES TRAVAILLEURS-SES EST DE 44 HEURES.

AVEC CES HAUSSES MIROBOLANTES, UNE FEMME MONOPARENTALE AVEC DEUX ENFANTS TRAVAILLANT AU TAUX MINIMUM DE 6,80 \$ POUR 35 HEURES PAR SEMAINE, DEVRA SE CONTENTER D'UN REVENU ANNUEL DE 12,376 \$, SOIT 54,3% INFÉRIEUR AU SEUIL DE LA PAUVRETÉ. ON ESTIME CE SEUIL EN 1997 À 27,078 \$ POUR UNE FAMILLE DE TROIS PERSONNES.

DEPUIS LES 20 DERNIÈRES ANNÉES, LE POUVOIR D'ACHAT DES BAS SALARIÉS QUI COMPTENT POUR LA MOITIÉ DES PERSONNES PAUVRES DU QUÉBEC, A BAISSÉ DE 25%. POURTANT LE QUÉBEC SE SITUE AU QUATRIÈME RANG DES PROVINCES OU TERRITOIRES DES SALAIRES MINIMUMS LES PLUS CONSISTANTS APRÈS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE, LE YUKON ET L'ONTARIO (CHIFFRES DE DÉCEMBRE 1996).

UN ARTICLE PARU DANS LE JOURNAL «LA PRESSE» (27 SEPTEMBRE 97) RAPPORTAIT QUE 12 600 PERSONNES ONT QUITTÉ LA

PROVINCE POUR ALLER VIVRE AILLEURS AU CANADA ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JUILLET 1995 ET LE 30 JUIN 1996. CE NIVEAU DE DÉPARTS DÉPASSAIT DE LOIN CELUI DE TERRE-NEUVE AVEC 7 436 MIGRANTS ET DU MANITOBA AVEC 3 566 MIGRANTS POUR LA MÊME PÉRIODE DE TEMPS. MALGRÉ QUE L'INCIDENCE DE LA PAUVRETÉ NE SOIT PAS LE SEUL FACTEUR EXPLICANT CETTE MIGRATION, ELLE CONTRIBUE DE BEAUCOUP À LA PRÉCIPITATION DE CES DÉPARTS. LES GENS EN ONT MARRE «D'ÊTRE NÉS POUR UNE PETIT PAIN».

NICOLE COTÉ ■



## des nouvelles en bref

DEPUIS TROIS ANS, LES CENTRES DE RESSOURCES HUMAINES CANADA (LES BUREAUX DE CHÔMAGE) VIVENT UNE IMPORTANTE RESTRUCTURATION DE LEURS ACTIVITÉS. PLUSIEURS FONCTIONNAIRES ONT PERDU LEUR EMPLOI À CAUSE DES FERMETURES DE PLUSIEURS BUREAUX TANDIS QUE D'AUTRES ONT SUBI D'IMPORTANTES MUTATIONS. UN SEUL DÉPARTEMENT A VU AUGMENTER SON NOMBRE D'EMPLOYÉS-ÉS, IL S'AGIT D'ENQUÊTES ET CONTRÔLES OÙ DES FONCTIONNAIRES CHEVRONNÉS DANS L'ANALYSE DES DEMANDES, L'AIDE AUX PRESTATAIRES OU AUTRES SONT MAINTENANT CONFRONTÉS À JOUER À LA POLICE, NE LEUR EN DÉPLAISE!

DANS LES PROCHAINS MOIS, L'ÉTAU SE RESERRERA D'AVANTAGE SUR LES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES AVEC LES TRANSFERTS DES PROGRAMMES DE FORMATION AU PROVINCIAL. LES FONCTIONNAIRES DES BUREAUX DE CHÔMAGE

CONCENTRERONT ALORS LEUR TRAVAIL SUR LE CONTRÔLE DES PRESTATAIRES ET LA DÉTECTION DES «MÉCHANTS FRAUDEURS» DU SYSTÈME. (SOURCE: MAC DE MONTRÉAL)

LA RÉGION DU SAQUENAY-LAC SAINT-JEAN COMPTE 7 BUREAUX SATELLITES DE CHÔMAGE OÙ DES PRÉPOSÉS AU COMPTOIR REÇOIVENT LES DEMANDES DE PRESTATIONS. LES PRÉPOSÉS N'ONT JAMAIS ACCÈS AU DOSSIER SAUF PAR ORDINATEUR ET NE PEUVENT SE PRONONCER SUR LA DEMANDE DE CHÔMAGE COMME TELLE. TOUTS LES DOSSIERS SONT REGROUPÉS DANS UN BUREAU CENTRAL SITUÉ À JONQUIÈRE. CETTE VILLE COMPTE EN PLUS UN AUTRE BUREAU QUI AGIT COMME SATELLITE.

SI UN CHÔMEUR DE DOLBEAU VEUT UN RENSEIGNEMENT QUELCONQUE CONCERNANT SON DOSSIER, IL TÉLÉPHONE À «SON» INFO-CENTRE (C'EST À FAIRE LE MOINS POSSIBLE,

SOIT DIT EN PASSANT!) SITUÉ CETTE FOIS-CI À SHAWINIGAN. SI ON NE PEUT LUI RÉPONDRE OU QUE SON PROBLÈME NÉCESSITE UNE CONSULTATION APPROFONDIE DE SON DOSSIER, LES GENS DE L'INFOCENTRE-SHAWINIGAN APPELLENT JONQUIÈRE POUR LUI DIRE DE RAPPELER LE CHÔMEUR DE DOLBEAU AFIN DE RÉPONDRE À SES INTERROGATIONS. VOUS ME SUIVEZ TOUJOURS! SI LA QUESTION DU CHÔMEUR DE DOLBEAU CONCERNE LE RECOUVREMENT DE SOMMES DUES À RESSOURCES HUMAINES CANADA, L'INFOCENTRE DE SHAWINIGAN LUI DONNERA ALORS UN NUMÉRO DE TÉLÉPHONE À QUÉBEC... ET C'EST AINSI QUE CERTAINES PERSONNES DANS L'ENTOURAGE DE JEAN CHRÉTIEN ONT SÛREMENT DES PARTS DANS DES RÉSEAUX DE TÉLÉCOMMUNICATIONS! (SOURCE: MAC DE MONTRÉAL)

RESSOURCES HUMAINES CANADA ÉTUDIE LA POSSIBILITÉ DE REGROUPER EN UN MÉGA-BUREAU TOUTS LES DOSSIERS D'ASSURANCE-EMPLOI À MONTRÉAL; LES AUTRES BUREAUX TELS QU'ON LES CONNAÎT JUSQU'À MAINTENANT DEVIENDRAIENT DES SATELLITES À L'IMAGE DE LA RESTRUCTURATION DU SAQUENAY-LAC-SAINTE-JEAN. ON SONGERAIT PEUT-ÊTRE MÊME UN PEU PLUS TARD À UN SUPER-MÉGA-BUREAU POUR LE QUÉBEC TOUT ENTIER. À QUAND LE CHÔMAGE PLANÉTAIRE?

AU CANADA, LES ANNÉES QUI ONT SUIVI LA SIGNATURE DE L'ALE ET DE L'ALÉNA ONT ÉTÉ MARQUÉES PAR DES PERTES MASSIVES D'EMPLOIS, MÊME DANS LES SECTEURS OÙ LES EXPORTATIONS ONT GRIMPÉ EN FLÈCHE. 37 DES PLUS GRANDES ENTREPRISES CANADIENNES ONT MIS À PIED UN TOTAL DE 215 414 EMPLOYÉS, SOIT 28% DE LEUR MAIN-D'ŒUVRE DE 1988.

AUX ÉTATS-UNIS, DEPUIS LA SIGNATURE DE L'ALÉNA, 334 COMPAGNIES ONT DÉPLACÉ LEUR PRODUCTION VERS LE MEXIQUE.

AU MEXIQUE, LA RÉVOLTE ÉCLATAIT AU CHIAPAS, RÉGION LA PLUS PAUVRE DU PAYS, LE JOUR MÊME OÙ L'ALÉNA ENTRAÎNÉ EN VIGUEUR! ON ÉVALUE À ENTRE 800 000 ET 2 MILLIONS LE NOMBRE DE MEXICAINS QUI SONT PASSÉS AU CHÔMAGE. (SOURCE: RÉSEAU QUÉBÉCOIS SUR L'INTÉGRATION CONTINENTALE -RQIC- SEPTEMBRE 1997)

EN AMÉRIQUE LATINE, LES 20% LES PLUS RICHES DE LA POPULATION SE PARTAGAIENT 50% DU REVENU TOTAL EN 1979... ET 54% EN 1992. (RQIC)

EN 1996, LES CINQ PLUS GRANDES BANQUES AU CANADA (TD, CIBC, SCOTIA, MONTRÉAL ET ROYALE) ONT RÉALISÉ DES PROFITS TOTAUX AVANT IMPÔTS DE 9,8 MILLIARDS \$ ET ONT ÉTÉ CAPABLES COLLECTIVEMENT D'ÉVITER 1,1 MILLIARD \$ EN IMPÔTS SUR LE REVENU. CE MONTANT REPRÉSENTE PLUS QUE LE DOUBLE DE TOUTES LES COUPURES À L'AIDE SOCIALE EN 1996-97! (SOURCE: COALITION POUR LA SURVIE DE PROGRAMMES SOCIAUX)

BELL CANADA DOIT UN TOTAL DE 2 MILLIARDS \$ EN IMPÔTS REPORTÉS. DEPUIS 1994, ANNÉE OÙ LA COMPAGNIE AFFICHAIT DES PROFITS DE 1,4 MILLIARD \$, BELL A MIS À PIED PLUS DE 25% DE SON PERSONNEL. C'EST PLUS DE 12 500 TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES QUI ONT AINSI PERDU LEUR EMPLOI. AVEC CES 2 MILLIARDS \$, NOUS POURRIONS CRÉER PLUS DE 57 000 EMPLOIS AVEC UN SALAIRE DE 35 000 \$ PAR ANNÉE! (SOURCE: COALITION POUR LA SURVIE DES PROGRAMMES SOCIAUX)

### ⇒ SUITE DE LA PAGE 5

QUE VOUS N'AVIEZ PAS D'INTENTION FRAUDULEUSE ET AINSI VOUS DÉBARRASSER DE LA PÉNALITÉ MAIS PAS DU TROP-PAYÉ.

2. SI LE CONSEIL ARBITRAL REFUSE VOTRE REQUÊTE DE SUSPENSION OU S'IL N'EXISTE AUCUN MOTIF VOUS PERMETTANT DE FAIRE TOMBER LA PÉNALITÉ, VOUS DEVEZ ALORS DEMANDER AU CONSEIL ARBITRAL DE RENDRE UNE DÉCISION SUR LA BASE DU DOSSIER ET INDICHER QUE VOUS NE SEREZ PAS PRÉSENTÉ À L'AUDIENCE.

LE CONSEIL ARBITRAL VA DONC RENDRE UNE DÉCISION DÉFAVORABLE ET VOUS DEVREZ ALORS ENVOYER À VOTRE BUREAU DE CHÔMAGE UNE NOUVELLE LETTRE D'APPEL, CETTE FOIS-CI AU JUGE-ARBITRE (VOUS AVEZ 60 JOURS POUR LE FAIRE). L'ENVOI DE CETTE LETTRE VOUS PERMETTRA D'OBTENIR UN DÉLAI D'UNE OU DE DEUX ANNÉES, CE QUI DEVRAIT ÊTRE SUFFISANT POUR OBTENIR LA RÉPONSE DE LA COUR FÉDÉRALE SUR LA LÉGALITÉ DU COUPLAGE D'INFORMATIONS. PENDANT CE TEMPS, LE RECOUVREMENT NE VOUS RÉCLAMERA AUCUNE

SOMME TANT ET AUSSI LONGTEMPS QU'IL N'Y AURA PAS DE DÉCISION FINALE DANS VOTRE DOSSIER. SI CETTE RÉPONSE S'AVÉRAIT NÉGATIVE, VOUS AURIEZ À DÉBOURSER TOUTS LES MONTANTS, PÉNALITÉ ET TROP-PAYÉ. AUQUEL CAS VOUS N'AUREZ RIEN À DÉBOURSER SI LA RÉPONSE EST POSITIVE. NOTEZ QUE RESSOURCES HUMAINES CANADA NE PEUT EN AUCUN CAS VOUS IMPUTER DES INTÉRÊTS SUR VOTRE DETTE OU AUGMENTER VOTRE PÉNALITÉ SI VOUS DÉCIDEZ DE CONTESTER.

HANS MAROTTE ■



Vous avez une idée brillante, une opinion, un commentaire à nous communiquer, écrivez-nous au Courrier des lecteurs de l'Info-Mac, 6839A, rue Drolet, Montréal, H2S 2T1, télécopieur: 271-4236.

↳ SUITE DE LA PAGE 2

la baisse des impôts des riches et des entreprises. Ils prétendent (Hayek, entre autres, prix Nobel d'économie en 1974) que l'ensemble du savoir d'une société dépasse considérablement celui que peut posséder n'importe quel individu ou groupe et que donc il ne sert à rien de planifier; seule une autorégulation de la société par les lois du marché peut coordonner les actions. Les individus vont recevoir par le biais du prix d'une marchandise (le libre jeu de l'offre et de la demande) tous les renseignements nécessaires pour l'intégration de leurs projets dans l'ordre social. L'état doit se limiter à créer le cadre juridique pour que «cet échange d'informations» soit optimal. Il peut s'occuper de tout ce qui n'intéresse pas l'entreprise privée, tout ce qui n'est pas encore rentable (d'où dès que ces biens et services le deviennent, ils doivent être cédés à l'entreprise privée, comme la recherche, les routes ou même l'eau, comme on peut le constater ces dernières années dans plusieurs pays dont le nôtre).

### SES CONTRADICTIONS

Récapitulons donc ce que nous propose le nouveau système économique qui devient mondial.

L'énoncé fondateur est que l'individu qui poursuit son intérêt personnel (le profit) réalise, par des voies qu'il ignore, l'intérêt général. La planification des besoins et des conséquences de l'action de l'homme est inutile parce que la connaissance de l'individu n'est que parcelle; les lois du marché, du libre échange, elles seules, permettent l'harmonisation des actions de l'ensemble des individus.

Alors dans cette analyse où doit-on situer, par exemple, la pollution de l'environnement par les entreprises?

Comment une personne qui achète du papier ou un cahier va-t-elle être renseignée sur la disparition des forêts et la destruction de la qualité des eaux?

Comment une personne qui achète du poisson est-elle renseignée sur la disparition progressive de cette espèce?

Les prix ne contiennent pas cette donnée. Une compagnie peut de plus, une fois la matière première épuisée dans un lieu donné, continuer à produire, simplement en se déplaçant vers un autre lieu. Donc des décisions rationnelles au niveau de l'entreprise (recherche du profit), dans l'optique néo-libérale, mène à des résultats terrifiants pour l'intérêt général.

Le coût de l'absence de l'intervention de l'état par une réglementation des procédures (puisqu'il doit être cantonné, selon les libéraux à la protection du droit à la propriété et ne doit pas

enfreindre la liberté d'entreprendre) n'est-il pas inestimable?

Qui à ce moment là, quand c'est encore possible, investit dans la régénération de cet environnement pour permettre à nouveau aux entrepreneurs de le piller (le Canada a dépensé 1,7 milliard pour atténuer les coûts de la surpêche, dans les années 90; les stations d'épuration d'eau coûtent 6 millions chaque année à la CUM)?

Qui assume les frais des maladies résultants de cette pollution? Dans l'optique néolibérale ce serait l'état (puisque la régénération d'un écosystème n'est pas rentable) ou la personne malade (puisque la santé doit être prise en charge par l'individu).

Les entreprises ne reçoivent donc pas la facture des coûts sociaux. Alors il y a là, d'abord, une appropriation hors marché d'une ressource collective, donc en principe une violation par les entreprises du droit de propriété.

Ensuite l'information sur l'état des ressources nous est donnée par une personne hors marché (les associations pour la protection de l'environnement par exemple) or les néolibéraux rejettent tous ceux qui n'ont rien à échanger. Et enfin, nous n'avons même pas besoin de le dire l'argent de l'état vient de nos impôts. D'après une étude de Ruth Rose (Chaire d'études socio-économiques, UQAM), les impôts des particuliers sont de loin plus importants que ceux prélevés aux entreprises; ils ont été évalués à 49,6%

par rapport à 12,7% pour les sociétés en 1989 et à 55,7% par rapport à 8,1% en 1992 des recettes fiscales totales (et elles exercent encore des pressions pour les baisser). D'où une deuxième violation du droit de propriété. Et je n'ai cité que les points (l'environnement) qui touchent directement même le néolibéral entrepreneur. Il y a donc, même si nous acceptons le fondement du néolibéralisme, un manque de logique, des contradictions, en plus d'être un système à un poids deux mesures. Le droit à la propriété revêt les formes qui conviennent le mieux à ceux qui agissent pour la disparition du politique et son remplacement par l'économique. Il est réservé à certains et bafoué sans vergogne pour d'autres.

### LES MOYENS DE LA RÉUSSITE

Comment opèrent-ils pour parvenir à la prétendue autorégulation de la société par les lois du marché? Les réseaux économiques privés, transnationaux fonctionnent par le biais d'organisations internationales comme la Banque Mondiale, le FMI (Fonds Monétaire International) ou l'OCDE (Organisation de

**«L'empressement des travailleurs à accepter des emplois faiblement rémunérés dépend en partie de la générosité relative des prestations de chômage... Il y a lieu, dans tous les pays, de raccourcir la durée des droits lorsqu'elle est trop longue ou de rendre les conditions d'admission plus strictes»**

- Banque Mondiale

coopération et de développement économique). Elles sont leurs porte-parole, leur législatif et leur exécutif. Que disent-elles?

Dans un article publié dans Le Monde Diplomatique de septembre 95, Jacques Decornoy citait la Banque Mondiale (In World Department Report, Workers in an Integrating World, Oxford University Press 1995)

«L'empressement des travailleurs à accepter des emplois faiblement rémunérés dépend en partie de la générosité relative des prestations de chômage... Il y a lieu, dans tous les pays, de raccourcir la durée des droits lorsqu'elle est trop longue ou de rendre les conditions d'admission plus strictes».

Dans le bulletin du FMI du 23 mai 1994 (cité par Serge Halimi dans un article publié dans Le Monde Diplomatique de juillet 1994) on peut lire «Il ne faut pas que les gouvernements européens laissent les craintes suscitées par les retombées de leur action sur la répartition des revenus les empêcher de se lancer avec audace dans une réforme de fond des marchés du travail. L'assouplissement de ceux-ci passe par la refonte de l'assurance-chômage, du salaire minimum légal et des dispositions qui protègent l'emploi».

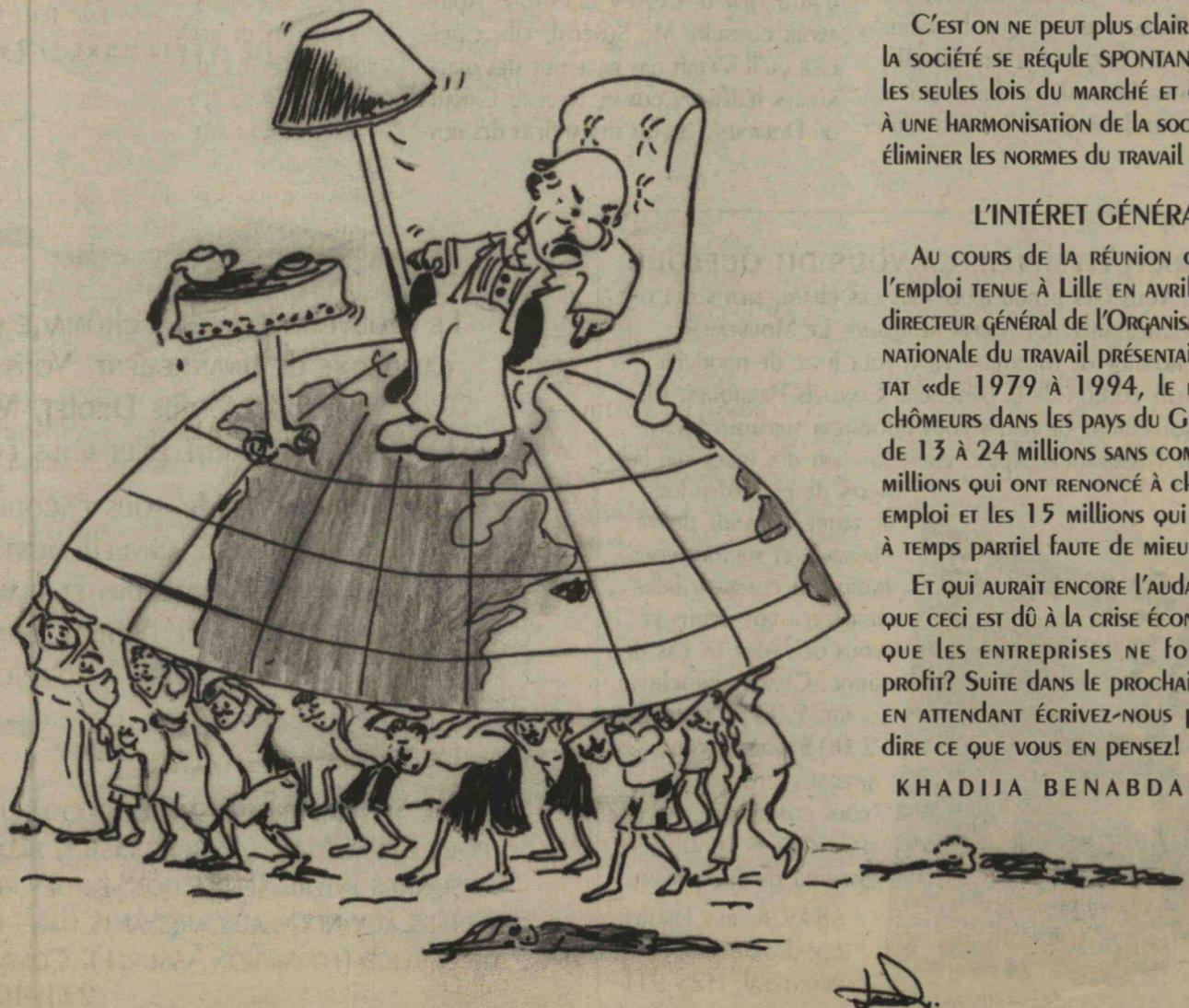
C'est on ne peut plus clair. Pour que la société se régule spontanément par les seules lois du marché et conduise à une harmonisation de la société, il faut éliminer les normes du travail et l'emploi.

### L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Au cours de la réunion du G7 sur l'emploi tenue à Lille en avril 1996, le directeur général de l'Organisation Internationale du Travail présentait ce résultat «de 1979 à 1994, le nombre de chômeurs dans les pays du G7 est passé de 13 à 24 millions sans compter les 4 millions qui ont renoncé à chercher un emploi et les 15 millions qui travaillent à temps partiel faute de mieux».

Et qui aurait encore l'audace de dire que ceci est dû à la crise économique ou que les entreprises ne font pas de profit? Suite dans le prochain numéro, en attendant écrivez-nous pour nous dire ce que vous en pensez!

KHADIJA BENABDALLAH ■



# Le coin du MAC

## UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU MAC FAIT PARLER DE LUI...

AIR CANADA COLLABORE AVEC LES ENQUÊTEURS DE L'ASSURANCE-EMPLOI

LE MOUVEMENT ACTION CHÔMAGE DE MONTRÉAL DÉNONCE L'INCROYABLE MÉPRIS D'AIR CANADA, QUI A TRANSMIS EN AVRIL, À UN ORGANISME FÉDÉRAL, DES RENSEIGNEMENTS PERMETTANT DE CONFIRMER QU'UN DE SES CLIENTS A REÇU DES PRESTATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI CET HIVER ALORS QU'IL ÉTAIT EN VOYAGE À L'EXTÉRIEUR DU PAYS.

«C'EST INCROYABLE. IL SUFFIT D'UN SIMPLE APPEL POUR QUE LA COMPAGNIE ACCEPTE DE TRANSMETTRE DES RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS», A DÉCLARÉ HIER HANS MAROTTE, RESPONSABLE DES SERVICES JURIDIQUES DU GROUPE COMMUNAUTAIRE, QUI REPRÉSENTE LE CLIENT EN QUESTION.

LA COMMISSION DE L'ASSURANCE-EMPLOI A DÉCIDÉ EN MAI DE L'OBLIGER À REMBOURSER PRÈS DE 1 000 \$ EN CONTREPARTIE DES PRESTATIONS OBTENUES PENDANT SON VOYAGE. CETTE DÉCISION A ÉTÉ PORTÉE EN APPEL.

### UN FAX RÉVÉLATEUR

C'EST EN PRENANT CONNAISSANCE DES PREUVES ACCUMULÉES PAR UN ENQUÊTEUR DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES CANADA, RESPONSABLE DE L'ASSURANCE-EMPLOI, QUE M. MAROTTE A DÉCOUVERT UN «FAX» RÉVÉLATEUR - DONT IL A TRANSMIS LE TEXTE À LA PRESSE - DANS LEQUEL L'AVOCATE RESPONSABLE DES LITIGES CHEZ AIR CANADA, LOUISE-HÉLÈNE SÉNÉCAL, CONFIRME QUE LE CLIENT S'EST RENDU À CUBA À BORD D'UN

AVION DE LA COMPAGNIE EN DÉCEMBRE ET QU'IL EST RENTRÉ AU PAYS QUELQUES SEMAINES PLUS TARD PAR LE MÊME MOYEN.

«CE N'EST PAS LE RÔLE D'AIR CANADA DE FOURNIR DES RENSEIGNEMENTS DE CETTE NATURE. QU'ADVIENT-IL DE LA VIE PRIVÉE DES GENS?» DEMANDE M. MAROTTE.

ME SÉNÉCAL A DÉCLARÉ, LORS D'UNE BRÈVE ENTREVUE, QUE LA COMPAGNIE TRANSMETTAIT DE TELS RENSEIGNEMENTS SEULEMENT SI UN ORGANISME PUBLIC LES EXIGENT EN UTILISANT LES DISPOSITIONS NORMALES DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI, QU'ELLE A REFUSÉ SÈchement DE PRÉCISER, EN OBTENANT UNE CONVOCATION D'UN TRIBUNAL OU ENCORE EN OBTENANT UNE AUTORISATION ÉCRITE DU CLIENT CONCERNÉ.

### DES RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS... POUR QUI

ELLE A REFUSÉ D'ABORDER LE CAS DÉNONCÉ PAR LE MOUVEMENT ACTION CHÔMAGE DE MONTRÉAL. «CES RENSEIGNEMENTS SONT CONFIDENTIELS. IL FAUT QUE VOUS OBTENIEZ L'AUTORISATION DE CE CLIENT AVANT QUE JE PUISSE VOUS EN PARLER» A-T-ELLE DÉCLARÉ.

LA PORTE-PAROLE D'AIR CANADA, PRISCILLE LEBLANC, A ÉGALEMENT REFUSÉ D'ABORDER LE CAS EN QUESTION. APRÈS AVOIR CONSULTÉ ME SÉNÉCAL, ELLE A PRÉCISÉ QU'IL N'ÉTAIT PAS RARE QUE DES ORGANISMES FÉDÉRAUX COMME REVENU CANADA OU DOUANES CANADA DEMANDENT DES REN-

SEIGNEMENTS DE CETTE NATURE À LA COMPAGNIE, QUI EST «OBLIGÉE» D'OBTEMPÉRER.

JEAN-LUC ROSE, PORTE-PAROLE DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES CANADA, A EXPLIQUÉ QUE LES ENQUÊTEURS PEUVENT, EN VERTU DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI, EXIGER QU'UNE COMPAGNIE FOURNISSE DES DOCUMENTS CONCERNANT UNE PERSONNE QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE.

### QUELLE FUT LA DÉMARCHÉ?

IL EST «EXTRÊMEMENT RARE», AJOUTE-T-IL, QUE LES ENQUÊTEURS SOIENT OBLIGÉS D'OBTENIR UNE CONVOCATION D'UN TRIBUNAL AFIN DE METTRE LA MAIN SUR LES DOCUMENTS SOUHAITÉS. IL A REFUSÉ, CONFIDENTIALITÉ OBLIGÉE, DE DIRE SI UNE TELLE DÉMARCHÉ AVAIT ÉTÉ NÉCESSAIRE DANS LE CAS QUI NOUS INTÉRESSE.

LE MOUVEMENT ACTION CHÔMAGE SE DIT CONVAINCU POUR SA PART QU'AUCUNE CONVOCATION N'A ÉTÉ NÉCESSAIRE. SON PORTE-PAROLE AFFIRME QU'UNE «SOURCE SÛRE» AU SEIN DE L'ORGANISME FÉDÉRAL A PRÉCISÉ QUE L'ENQUÊTEUR AU DOSSIER «S'ÉTAIT TOUT SIMPLEMENT ESSAYÉ» EN APPELANT AIR CANADA POUR OBTENIR L'INFORMATION.

«ET LA COMPAGNIE A ACCEPTÉ, SANS ÉTAT D'ÂME. ILS N'ÉTAIENT PAS OBLIGÉS DE LE FAIRE», DÉPLORE M. MAROTTE, QUI NE PARTAGE PAS L'INTERPRÉTATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI AVANCÉE PAR M. ROSE ET MME LEBLANC.

MARC THIBODEAU  
LA PRESSE  
(13 SEPTEMBRE 1997)

SI VOUS AVEZ BESOIN D'INFORMATIONS CONCERNANT UN CONGÉDIEMENT, UN DÉPART VOLONTAIRE, LES PRESTATIONS SPÉCIALES DE MATERNITÉ, MALADIE OU POUR CONTESTER UNE DÉCISION DU BUREAU DE CHÔMAGE: TÉLÉPHONEZ AU MAC AU 271-4099. NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS AIDER!

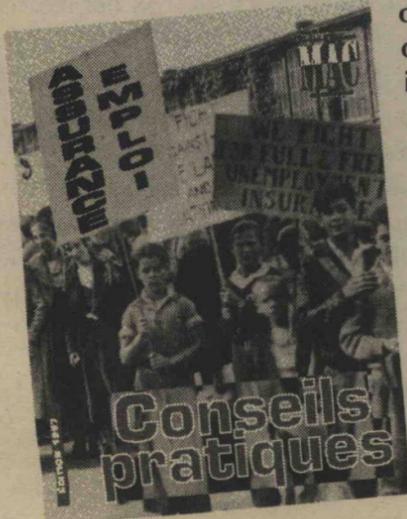
If you need information on the Employment Insurance Act, or you are considering quitting your job soon, have been fired or disagree with a decision taken by Human Resources Development Canada, the MAC can help you, please call us: 271-4099.

¿NECESITA INFORMACIÓN SOBRE LA LEY DEL SEGURO DE DESEMPLEO, PARA COMPLETAR UNA SOLICITUD, PARA CONOCER SUS DERECHOS A LAS PRESTACIONES ESPECIALES DE MATERNIDAD O PARA APELAR UNA DECISIÓN DE RESSOURCES HUMAINES CANADA? LLAME POR TELÉFONO AL MAC: 271-4099, ¡ESTAMOS AQUÍ PARA SERVIRLE!

L'ASSURANCE-EMPLOI, ÇA VOUS DIT QUELQUE CHOSE: VOUS ÊTES PERDU DANS TOUS CES CHANGEMENTS QUI ONT EU LIEU DERNIÈREMENT. QU'À CELA NE TIENNE! LE MOUVEMENT ACTION CHÔMAGE DE MONTRÉAL VIEN TOUT JUSTE DE PRODUIRE UNE NOUVELLE ÉDITION DE LA BROCHURE CONSEILS PRATIQUES. PLUS D'UNE CINQUANTAINÉ DE PAGES VOUS INFORMENT SUR TOUS LES ASPECTS DE L'ASSURANCE-EMPLOI, VOUS DONNENT DES TRUCS SUR LA

FAÇON DE PROCÉDER LORS DE VOTRE DEMANDE DE CHÔMAGE ET SURTOUT VOUS INDIQUENT COMMENT FAIRE RESPECTER VOS DROITS ET VOUS DÉFENDRE EN CAS DE LITIGE. CHAQUE BROCHURE COÛTE 5,00 \$ (AJOUTEZ 2,00 \$ POUR LES FRAIS POSTAUX). MERCI CAR VOUS CONTRIBUEZ PAR LE FAIT MÊME À L'AUTOFINANCEMENT DE L'ORGANISME.

6839 A, RUE DROLET  
LOCAL 306  
MONTRÉAL, H2S 2T1



LE MOUVEMENT ACTION CHÔMAGE DE MONTRÉAL EST ACTUELLEMENT EN CAMPAGNE DE FINANCEMENT. VOUS POUVEZ ENVOYER VOS DONS AU 6839A, RUE DROLET, MONTRÉAL, H2S 2T1.

UN REÇU DE CHARITÉ PEUT VOUS ÊTRE ÉMIS SUR DEMANDE. MERCI!

UNE AUTRE FAÇON DE NOUS ENCOURAGER EST DE DEVENIR MEMBRE DU MAC, IL EN COÛTE 5 \$ ANNUELLEMENT POUR LES INDIVIDUS SANS EMPLOI ET 10 \$ POUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES. NOUS AVONS AUSSI UN «MEMBERSHIP» DE GROUPE DONT LE COÛT EST FIXÉ À 25 \$.

MERCI, UNE FOIS DE PLUS!

LE MAC DE MONTRÉAL EST À LA RECHERCHE DE MILITANTS-MILITANTES, BÉNÉVOLES POUR L'INFOMAC (CARICATURISTES, BÉDÉISTES, COMITÉ DE RÉDACTION) ET DE PERSONNES INTÉRESSÉES À DONNER DES RENCONTRES D'INFORMATION SUR LA LOI ADAPTÉES AUX NOUVEAUX ARRIVANTS DANS LES COFIS OU FAIRE PARTIE DE L'ÉQUIPE DU SERVICE (FORMATION ASSURÉE). COMMUNIQUEZ AVEC PIERRE OU NICOLE AU 271-4099.